

<https://enseignants.se-unsa.org/Stop-aux-mauvais-calculs-le-SE-Unsa-appelle-a-se-mobiliser-le-19-mars>



enseignants de l'Unsa



Stop aux mauvais calculs : le SE-Unsa appelle à se mobiliser le 19 mars

- Fil d'actu -

Date de mise en ligne : vendredi 15 mars 2024

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

10 milliards d'économies sur le dos du Service public, on pourrait croire à une mauvaise plaisanterie. Sacrifier ainsi sur l'autel budgétaire la santé, l'éducation ou la sécurité risque, finalement, de coûter cher à chaque citoyen.

À l'Éducation nationale, quid des budgets qui ne seraient actuellement pas utilisés ? Quels crédits vont faire les frais de ce nouveau tour de vis budgétaire ? Le Service public d'éducation paie déjà un lourd tribut. Entre les économies grapillées chaque année sur le dos des personnels et les enveloppes fléchées sur les lubies gouvernementales (Conseil national de la Refondation-CNR, Pacte, uniformes, SNU...), on se demande comment et où trouver des économies à faire. La ceinture déjà trop serrée va finir par céder !

Par ailleurs, le Président Macron annonce le chantier d'une rémunération au mérite. Peut-être l'ignore-t-il, mais elle existe déjà fortement, notamment par le système de quotas de promotions soumises à l'avis hiérarchique. Renforcer une telle logique individuelle n'améliorera en rien le Service public d'éducation. Les élèves n'ont pas besoin d'enseignants, de CPE, de PsyEN, d'AED et d'AESH méritants, mais de personnels bien formés et accompagnés. Le processus actuel de « mérite » est déjà bien assez inégalitaire pour ne pas le renforcer davantage, avec comme premières victimes collatérales, les femmes ou les personnels en situation de handicap, de maladie.

Le SE-Unsa appelle toute la profession à se mobiliser massivement le 19 mars pour exiger du gouvernement qu'il cesse de jouer avec les mots et les chiffres au détriment des élèves et des personnels. Le SE-Unsa demande l'ouverture rapide de négociations en matière salariale au niveau de la Fonction publique et du ministère de l'Éducation nationale.

>> Lire notre article : [Urgence salariale : mobilisons nous](#)